

LA RUSSIE, OBSTACLE MAJEUR SUR LA ROUTE DE « L'AMÉRIQUE-MONDE »



Aymeric Chauprade

Professeur de géopolitique à l'École de Guerre entre 1999 et 2009
et professeur à l'Université de Neuchâtel.

ALORS QUE LES ÉTATS-UNIS TENTENT, depuis le 11 septembre 2001, d'accélérer leur projet de transformation du monde à l'image de la société démocratique et libérale rêvée par leurs pères fondateurs, les civilisations non occidentales se dressent sur leur chemin et affirment leur volonté de puissance.

La Russie, en particulier constitue un obstacle géopolitique majeur pour Washington. Elle entend défendre son espace d'influence et montrer au monde qu'elle est incontournable sur le plan énergétique.

L'un des auteurs classiques de la géopolitique, Halford J. Mackinder (1861-1947), un amiral britannique, qui professa la géographie à Oxford, défendait comme thèse centrale que les grandes dynamiques géopolitiques de la planète s'articulaient autour d'un cœur du monde (*heartland*), l'Eurasie. Pivot de la politique mondiale que la puissance maritime ne parvenait pas à atteindre, l'Eurasie avait pour cœur intime la Russie, un Empire qui « occupait dans l'ensemble du monde la position stratégique centrale qu'occupe l'Allemagne en Europe ».

Autour de cet épicycle des secousses géopolitiques mondiales, protégé par une ceinture faite d'obstacles naturels (vide sibérien, Himalaya, désert de Gobi, Tibet) que Mackinder appelle le croissant intérieur, s'étendent les rivages du continent eurasiatique : Europe de l'Ouest, Moyen-Orient, Asie du Sud et de l'Est.

Au-delà de ces rivages, par-delà les obstacles marins, deux systèmes insulaires viennent compléter l'encadrement du *heartland* : la Grande-Bretagne et le Japon, têtes de pont d'un croissant plus éloigné auquel les États-Unis appartiennent.

Selon cette vision du monde, les puissances maritimes mondiales, les thalassocraties que défend Mackinder, doivent empêcher l'unité continentale eurasiatique. Elles doivent donc maintenir les divisions est/ouest entre les principales puissances continentales capables de nouer des alliances (France/Allemagne, Allemagne/Russie, Russie/Chine) mais aussi contrôler les rivages du continent eurasiatique.

Cette matrice anglo-saxonne, que l'on peut appliquer au cas de l'Empire britannique au XIXe siècle, comme à celui de la thalassocratie américaine au XXe siècle, reste un outil pertinent pour comprendre la géopolitique d'aujourd'hui.

La théorie de Mackinder nous rappelle deux choses que les thalassocraties anglo-saxonnes n'ont jamais oubliées : il n'y a pas de projet européen de puissance (d'Europe puissance) sans une Allemagne forte et indépendante (or l'Allemagne reste largement sous l'emprise américaine depuis 1945) ; il n'y pas d'équilibre mondial face au mondialisme américain sans une Russie forte.

L'Amérique veut l'Amérique-monde ; le but de sa politique étrangère, bien au-delà de la seule optimisation de ses intérêts stratégiques et économiques du pays, c'est la transformation du monde à l'image de la société américaine. L'Amérique est messianique et là est le moteur intime de sa projection de puissance. En 1941, en signant la Charte de l'Atlantique, Roosevelt et Churchill donnaient une feuille de route au rêve d'un gouvernement mondial visant à organiser une mondialisation libérale et démocratique. Jusqu'en 1947, l'Amérique aspira à la convergence avec l'URSS dans l'idée de former avec celle-ci un gouvernement mondial, et ce, malgré l'irréductibilité évidente des deux mondialismes américain et soviétique. Deux ans après l'effondrement européen de 1945, les Américains comprirent qu'ils ne parviendraient pas à entraîner les Soviétiques dans leur mondialisme libéral et ils se résignèrent à rétrécir géographiquement leur projet : l'atlantisme remplaça provisoirement le mondialisme.

Puis, en 1989, lorsque l'URSS vacilla, le rêve mondialiste redressa la tête et poussa l'Amérique à accélérer son déploiement mondial. Un nouvel ennemi global, sur le cadavre du communisme, fournissait un nouveau prétexte à la projection globale : le terrorisme islamiste. Durant la Guerre froide, les Américains avaient fait croître cet ennemi, pour qu'il barre la route à des révolutions socialistes qui se seraient tournées vers la Russie soviétique. L'islamisme sunnite avait été l'allié des Américains contre la Russie soviétique en Afghanistan. Ce fut le premier creuset de formation de combattants islamistes sunnites, la matrice d'Al Qaida comme celle des islamistes algériens... Puis il y eut la révolution fondamentaliste chiite et

l'abandon par les Américains du Shah d'Iran en 1979. Le calcul de Washington fut que l'Iran fondamentaliste chiite ne s'allierait pas à l'URSS, contrairement à une révolution marxiste, et qu'il offrirait un contrepoids aux fondamentalistes sunnites. Dans le monde arabe, ce furent les Frères musulmans qui, d'Égypte à la Syrie, furent encouragés. Washington poussa l'Irak contre l'Iran, et inversement, suivant le principe du « *let them kill themselves* (laissez-les s'entretuer) » déjà appliqué aux peuples russe et allemand, afin de détruire un nationalisme arabe en contradiction avec les intérêts d'Israël. L'alliance perdura après la chute de l'URSS. Elle fut à l'œuvre dans la démolition de l'édifice yougoslave et la création de deux États musulmans en Europe, la Bosnie-Herzégovine puis le Kosovo.

L'islamisme a toujours été utile aux Américains, tant dans sa situation d'allié face au communisme durant la Guerre froide, que dans sa nouvelle fonction d'ennemi officiel depuis la fin de la bipolarité. Certes, les islamistes existent réellement ; ils ne sont pas une création imaginaire de l'Amérique ; ils ont une capacité de nuisance et de déstabilisation indéniable. Mais s'ils peuvent prendre des vies, ils ne changeront pas la donne de la puissance dans le monde.

La guerre contre l'islamisme n'est que le paravent officiel d'une guerre beaucoup plus sérieuse : la guerre de l'Amérique contre les puissances eurasiatiques.

Après la disparition de l'URSS, il est apparu clairement aux Américains qu'une puissance continentale, par la combinaison de sa masse démographique et de son potentiel industriel, pouvait briser le projet d'Amérique-monde : la Chine. La formidable ascension industrielle et commerciale de la Chine face à l'Amérique fait penser à la situation de l'Allemagne qui, à la veille de la Première Guerre mondiale, rattrapait et dépassait les thalassocraties anglo-saxonnes. Ce fut la cause première de la Première Guerre mondiale.

Si la Chine se hisse au tout premier rang des puissances pensent les stratèges américains, par la combinaison de sa croissance économique et de son indépendance géopolitique, et tout en conservant son modèle confucéen à l'abri du démocratisme occidental, alors c'en est fini de l'Amérique-monde. Les Américains peuvent renoncer à leur principe de Destinée manifeste (*Principle of Manifest Destiny*) de 1845 ainsi qu'au messianisme de leurs pères fondateurs, fondamentalistes bibliques ou franc-maçons.

Alors que l'URSS venait à peine de s'effondrer, les stratèges américains orientèrent donc leurs réflexions sur la manière de contenir l'ascension de la Chine.

Sans doute comprirent-ils alors toute l'actualité du raisonnement de Mackinder. Les Anglo-Saxons avaient détruit le projet eurasiatique des Allemands, puis celui des Russes ; il leur fallait abattre celui des Chinois. Une nouvelle fois la Mer voulait faire pièce à la Terre.

La guerre humanitaire et la guerre contre le terrorisme seraient les nouveaux prétextes servant à masquer les buts réels de la nouvelle grande guerre eurasiatique : la Chine comme *cible*, la Russie comme *condition* pour emporter la bataille.

La Chine comme *cible* parce que seule la Chine est une puissance capable de dépasser l'Amérique dans le rang de la puissance matérielle à un horizon de vingt ans. La Russie comme *condition* parce que de son orientation stratégique découlera largement l'organisation du monde de demain : unipolaire ou multipolaire.

Face à la Chine, les Américains entreprirent de déployer une nouvelle stratégie globale articulée sur plusieurs volets¹ :

- L'extension d'un bloc transatlantique élargi jusqu'aux frontières de la Russie et à l'ouest de la Chine.
- Le contrôle de la dépendance énergétique de la Chine.
- L'encercllement de la Chine par la recherche ou le renforcement d'alliances avec des adversaires séculaires de l'Empire du Milieu (les Indiens, les Vietnamiens, les Coréens, les Japonais, les Taïwanais...).
- L'affaiblissement de l'équilibre entre les grandes puissances nucléaires par le développement du bouclier anti-missiles.
- L'instrumentalisation des séparatismes (en Serbie, en Russie, en Chine, et jusqu'aux confins de l'Indonésie) et le remaniement de la carte des frontières (au Moyen-Orient arabe).

Washington a cru, dès 1990, pouvoir faire basculer la Russie de son côté, pour former un vaste bloc transatlantique de Washington à Moscou avec au milieu la périphérie européenne atlantisée depuis l'effondrement européen de 1945. Ce fut la phrase de George Bush père, lequel en 1989 appelait à la formation d'une alliance « de Vladivostok à Vancouver » ; en somme le monde blanc organisé sous la tutelle de l'Amérique, une nation paradoxalement appelée, par le contenu même de son idéologie, à ne plus être majoritairement blanche à l'horizon 2050.

L'extension du bloc transatlantique est la première dimension du grand jeu eurasiatique. Les Américains ont non seulement conservé l'OTAN après la dispari-

tion du Pacte de Varsovie mais ils lui ont redonné de la vigueur : premièrement l'OTAN est passé du droit international classique (intervention uniquement en cas d'agression d'un Etat membre de l'Alliance) au droit d'ingérence. La guerre contre la Serbie, en 1999, a marqué cette transition et ce découplage entre l'OTAN et le droit international. Deuxièmement, l'OTAN a intégré les pays d'Europe centrale et d'Europe orientale. Les espaces baltique et yougoslave (Croatie, Bosnie, Kosovo) ont été intégrés à la sphère d'influence de l'OTAN. Pour étendre encore l'OTAN et resserrer l'étau autour de la Russie, les Américains ont fomenté les révolutions colorées (Géorgie en 2003, Ukraine en 2004, Kirghizstan en 2005), ces retournements politiques non violents, financés et soutenus par des fondations et des ONG américaines, lesquelles visaient à installer des gouvernements anti-russes. Une fois au pouvoir, le président ukrainien pro-occidental demanda naturellement le départ de la flotte russe des ports de Crimée et l'entrée de son pays dans l'OTAN. Quant au président géorgien il devait, dès 2003, militer pour l'adhésion de son pays dans l'OTAN et l'éviction des forces de paix russes dédiées depuis 1992 à la protection des populations abkhazes et sud-ossètes.

À la veille du 11 septembre 2001, grâce à l'OTAN, l'Amérique avait déjà étendu fortement son emprise sur l'Europe. Elle avait renforcé l'islam bosniaque et albanais et fait reculer la Russie de l'espace yougoslave.

Durant les dix premières années post-Guerre froide, la Russie n'avait donc cessé de subir les avancées américaines. Des oligarques souvent étrangers à l'intérêt national russe s'étaient partagés ses richesses pétrolières et des conseillers libéraux pro-américains entouraient le président Eltsine. La Russie était empêtrée dans le conflit tchétchène, remué largement par les Américains comme d'ailleurs l'ensemble des abcès islamistes. Le monde semblait s'enfoncer lentement mais sûrement dans l'ordre mondial américain, dans l'unipolarité.

En 2000, un événement considérable, peut-être le plus important depuis la fin de la Guerre froide (plus important encore que le 11 septembre 2001) se produisit pourtant : l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. L'un de ces retournements de l'histoire qui ont pour conséquences de ramener celle-ci à ses fondamentaux, à ses constantes.

Poutine avait un programme très clair : redresser la Russie à partir du levier énergétique. Il fallait reprendre le contrôle des richesses du sous-sol des mains d'oligarques peu soucieux de l'intérêt de l'Empire. Il fallait construire de puissants opérateurs pétrolier (Rosneft) et gazier (Gazprom) russes liés à l'Etat et à sa vision

stratégique. Mais Poutine ne dévoilait pas encore ses intentions quant au bras de fer américano-chinois. Il laissait planer le doute. Certains, dont je fais d'ailleurs partie puisque j'analysais à l'époque la convergence russo-américaine comme passagère et opportune (le discours américain de la guerre contre le terrorisme interdisait en effet momentanément la critique américaine à propos de l'action russe en Tchétchénie), avaient compris dès le début que Poutine reconstruirait la politique indépendante de la Russie ; d'autres pensaient au contraire qu'il serait occidentaliste. Il lui fallait en finir avec la Tchétchénie et reprendre le pétrole. La tâche était lourde. Un symptôme évident pourtant montrait que Poutine allait reprendre les fondamentaux de la grande politique russe : le changement favorable à l'Iran et la reprise des ventes d'armes à destination de ce pays ainsi que la relance de la coopération en matière de nucléaire civil.

Pourquoi alors l'accession de Poutine était-elle un événement si considérable ? Sans apparaître à l'époque de manière éclatante, cette arrivée signifiait que l'unipolarité américaine, sans la poursuite de l'intégration de la Russie à l'espace transatlantique, était désormais vouée à l'échec, et avec elle, par conséquent, la grande stratégie visant à briser la Chine et à prévenir l'émergence d'un monde multipolaire.

Au-delà encore, nombre d'Européens ne perçurent pas immédiatement que Poutine portait l'espoir d'une réponse aux défis de la compétition économique mondiale fondée sur l'identité et la civilisation. Sans doute les Américains, eux, le comprirent-ils mieux que les Européens de l'Ouest. George Bush n'en fit-il pas l'aveu lorsqu'il avoua un jour qu'il avait vu en Poutine un homme habité profondément par l'intérêt de son pays ?

Le 11 septembre 2001 offrit pourtant l'occasion aux Américains d'accélérer leur programme d'unipolarité. Au nom de la lutte contre un mal qu'ils avaient eux-mêmes fabriqués, ils purent obtenir une solidarité sans failles des Européens (donc plus d'atlantisme et moins « d'Europe puissance »), un rapprochement conjoncturel avec Moscou (pour écraser le séparatisme tchéchéno-islamiste), un recul de la Chine d'Asie centrale face à l'entente russo-américaine dans les républiques musulmanes ex-soviétiques, un pied en Afghanistan, à l'ouest de la Chine donc et au sud de la Russie, et un retour marqué en Asie du Sud-est.

Mais l'euphorie américaine en Asie centrale ne dura que quatre ans. La peur d'une révolution colorée en Ouzbékistan poussa le pouvoir ouzbek, un moment tenté de devenir la grande puissance d'Asie centrale en faisant contrepoids au grand

frère russe, à évincer les Américains et à se rapprocher de Moscou. Washington perdit alors, à partir de 2005, de nombreuses positions en Asie centrale, tandis qu'en Afghanistan, malgré les contingents de supplétifs qu'elle ponctionne à des Etats européens incapables de prendre le destin de leur civilisation en main, elle continue de perdre du terrain face à l'alliance talibano-pakistanaise, soutenue discrètement en sous-main par les Chinois qui veulent voir l'Amérique refoulée d'Asie centrale.

Les Chinois, de nouveau, peuvent espérer prendre des parts du pétrole kazakh et du gaz turkmène et construire ainsi des routes d'acheminement vers leur Turkestan (le Xinjiang). Pékin tourne ses espoirs énergétiques vers la Russie qui équilibrera à l'avenir ses fournitures d'énergie vers l'Europe par l'Asie (non seulement la Chine mais aussi le Japon, la Corée du Sud, l'Inde...).

Le jeu de Poutine apparaît désormais au grand jour. Il pouvait s'accorder avec Washington pour combattre le terrorisme qui frappait aussi durement la Russie. Il n'avait pas pour autant l'intention d'abdiquer quant aux prétentions légitimes de la Russie : refuser l'absorption de l'Ukraine (car l'Ukraine pour la Russie c'est une nation sœur, l'ouverture sur l'Europe, l'accès à la Méditerranée par la mer Noire grâce au port de Sébastopol en Crimée) et de la Géorgie dans l'OTAN. Et si l'indépendance du Kosovo a pu être soutenue par les Américains et des pays de l'Union européenne, au nom de quoi les Russes n'auraient-ils pas le droit de soutenir celles de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, d'autant que les peuples concernés eux-mêmes voulaient se séparer de la Géorgie ?

Mackinder avait donc raison. Dans le grand jeu eurasiatique, la Russie reste la pièce clé. C'est la politique de Poutine, bien plus que la Chine (pourtant cible première de Washington car possible première puissance mondiale) qui a barré la route à Washington. C'est cette politique qui lève l'axe énergétique Moscou (et Asie centrale)-Téhéran-Caracas, lequel pèse à lui seul ¼ des réserves prouvées de pétrole et près de la moitié de celles de gaz (la source d'énergie montante). Cet axe est le contrepois au pétrole et au gaz arabes conquis par l'Amérique. Washington voulait étouffer la Chine en contrôlant l'énergie. Mais si l'Amérique est en Arabie Saoudite et en Irak (1^{ère} et 3^e réserves prouvées de pétrole), elle ne contrôle ni la Russie, ni l'Iran, ni le Venezuela, ni le Kazakhstan et ces pays bien au contraire se rapprochent. Ensemble, ils sont décidés à briser la suprématie du pétrodollar, socle de la centralité du dollar dans le système économique mondial (lequel socle permet à l'Amérique de faire supporter aux Européens un déficit budgétaire colossal et de renflouer ses banques d'affaires ruinées).

Nul doute que Washington va tenter de briser cette politique russe en continuant à exercer des pressions sur la périphérie russe. Les Américains vont tenter de développer des routes terrestres de l'énergie (oléoducs et gazoducs) alternatives à la toile russe qui est en train de s'étendre sur tout le continent eurasiatique, irriguant l'Europe de l'Ouest comme l'Asie. Mais que peut faire Washington contre le cœur énergétique et stratégique de l'Eurasie ? La Russie est une puissance nucléaire. Les Européens raisonnables et qui ne sont pas trop aveuglés par la désinformation des médias américains, savent qu'ils ont plus besoin de la Russie qu'elle n'a besoin d'eux. Toute l'Asie en croissance appelle le pétrole et le gaz russe et iranien.

Dans ces conditions et alors que la multipolarité se met en place, les Européens feraient bien de se réveiller. La crise économique profonde dans laquelle ils semblent devoir s'enfoncer durablement conduira-t-elle à ce réveil ? C'est la conséquence positive qu'il faudrait espérer des difficultés pénibles que les peuples d'Europe vont endurer dans les décennies à venir.

Note

1. CHAUPRADE, Aymeric, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 3^e édition, 2007.